

Semaine Nationale pour l'Harmonisation et l'Utilisation des Symboles de l'État : Pour informer, éduquer et sensibiliser la collectivité nationale

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 26 FÉVRIER 2024

1528

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Suspension au M5-RFP

Un tourbillon dans un verre d'eau !



**La BMS-SA sous la direction de Lanfia Koïta :
Un soutien majeur pour l'État en 2023**



**Transition au Mali : Yeah Samaké appelle à l'action
pour le retour à l'ordre constitutionnel**

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

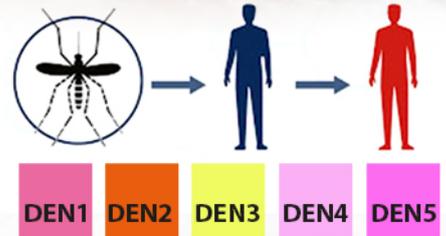


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (somnolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



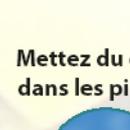
Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante



Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie



P.13



P.23



P.28



/ Une /

Suspension au M5-RFP :
Un tourbillon dans un verre d'eau !

P.4

/ Breves /

Retrait du Mali de la CEDEAO : M5-RFP Mali Kura et Yelema disent non P.13
Guerre russo-ukrainienne : La Russie promet de se venger des nouvelles P.14
sanctions occidentales
Arnaque en ligne : Une pratique qui nuit de plus en plus les citoyens P.15
Cérémonie de décoration à la Haute Autorité de la Communication : Trois cadres obtiennent P.16
le grade de chevalier de l'Ordre national
Message du Parena suite à la disparition du camarade Adama Samassékou P.17

/ Actualité /

La BMS-SA sous la direction de Lanfia Koïta : P.19
Un soutien majeur pour l'État en 2023
Session ordinaire 2024 de l'AG de la CCIM : P.21
Le Secteur privé réaffirme son engagement pour le développement du Mali

/ Politique /

Transition au Mali : Yeah Samaké appelle à l'action pour le retour à l'ordre constitutionnel P.25
Semaine Nationale pour l'Harmonisation et l'Utilisation des Symboles de l'État : P.28
Pour informer, éduquer et sensibiliser la collectivité nationale
Dialogue inter-maliens : Les termes de références validés P.29

/ Culture & Société /

Festival d'humour «zone ouverte 3» : P.31
Pour incuber de jeunes comédiens et humoristes

/ International /

Sénégal : Tout est perdu...fors l'honneur ! P.32
Chine Culture : Les habitants de Rucheng exécutent la danse du dragon de l'encens P.34
en priant une nouvelle année prospère

/ Sport /

Tournoi Inter-lycée de Niamana : P.35
Thierno Hass Diallo soutient le sport scolaire

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:**
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssouf Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



Suspension au M5-RFP

Un tourbillon dans un verre d'eau !

Mais que diable se passe-t-il au Mouvement du 5 juin -Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) ? Comme la case de Birama, la maison Choguel brûlerait-elle ? Et qui donc veut y mettre le feu ?

En approchant certains protagonistes,

Malikilé a essayé de comprendre le problème pour mieux la décrypter à ses fidèles lecteurs.

Après des explications données par les voix les plus autorisées du M5-RFP et après recoupements, le limogeage de la Primature de Ibrahim Traoré dit Jack Bauer, à l'époque un des coordina-

teurs généraux du mouvement, n'a rien à voir avec la crise actuelle. Cette question avait été promptement réglée quand Choguel Maiga, interrogé, oubliant comment il est devenu Premier ministre, a dit avoir agi en vertu de ses pouvoirs discrétionnaires. D'ailleurs Jack Bauer aurait clairement dit, avant cette réponse, qu'il

ne souhaitait, en aucun cas retourner à la Primature. Ce dossier était donc clos.

Ensuite le Mémoire des jeunes du M5-RFP, présenté au président du Comité stratégique n'a également rien à voir avec les difficultés actuelles. Pour preuve, l'inspirateur de ce document, qui ne serait autre qu'un certain Abou Hanne dit Anne Torodo reste chargé de mission à la Primature. Il a d'ailleurs fait croire à son patron que le document proviendrait d'un autre haut responsable du Comité stratégique dont le seul nom lui crée une grande panique.

Quel est donc le problème ? En fait, conformément à une recommandation du Comité Stratégique, un processus de renouvellement du bureau des jeunes avait été lancé depuis plusieurs mois. Les renouvellements se sont déroulés dans la plus stricte transparence dans les différentes coordinations sans aucune contestation. L'équipe de Ibrahima Traoré est sortie largement vainqueur de ces renouvellements à la base qui a aussi vu le naufrage des principaux hommes de mains de Choguel, dont certains, selon certaines indiscretions émargeraient à la Primature. C'est alors que le Vice-président par intérim, Bouba K. Traoré a tenté d'empêcher la finalisation de la mise en place du Bureau des jeunes par diverses manœuvres dont la fermeture du siège le jour de l'élection au terme de laquelle I. Traoré a été brillamment élu. Sur ce point, l'imam Oumar Diarra est clair « **À la fin du processus, où toutes les organisations étaient représentées, le vice-président Bouba Traoré a refusé de reconnaître le bureau mis en place par les jeunes, malgré la validation par les autres membres du Comité Stratégique.** »

Mais qui est donc ce Bouba qui fait aujourd'hui parler de lui. Un inconnu, malgré son poste de Vice-président d'un mouvement aussi important qui ne doit son poste, selon de nombreux membres du Comité Stratégique, que précisément à son insignifiance qui en fait le plus petit dénominateur commun. Mais voilà que subitement propulsé à la Primature comme char-



gé de mission, la grenouille a voulu se faire aussi grosse qu'un bœuf en voulant coûte que coûte invalider le bureau des jeunes et empêcher son propre remplacement en faisant intervenir les forces de l'ordre, en dehors de toute menace jusque dans le siège du mouvement.

Pour Jeamille Bittar « **Nous avons procédé à un changement à la suite d'une lettre de EMK qui a retiré son mandat à Bouba, le 2ème vice-président du Comité Stratégique. C'est tout. Il faut noter que si Bouba assure la présidence par intérim aujourd'hui, c'est parce que nous avons des personnalités dotées d'humilité comme Me Mountaga Tall qui ne veulent pas. Aujourd'hui, nous allons réorganiser le mouvement pour que les objectifs qui restent inchangés soient atteints.** »

« **Constatant l'incapacité notoire du Vice-président Bouba K. Traoré à diriger les débats du Comité Stratégique et encore moins à assurer une représentation satisfaisante du mouvement en quelque endroit ou circonstance que ce soit** », Bouba K Traoré a donc été remplacé par une majorité incontestable, à la

demande expresse de son mouvement d'origine qui lui a retiré et son mandat et sa confiance. Cette majorité est d'ailleurs clairement attestée par la fiche de présence à la réunion diffusée sur les réseaux sociaux.

C'est alors que des réactions, qualifiées, par certains membres du mouvement, d'infantiles et dérisoires ont fusé sur les réseaux : suspension de ceux qui, sagement, ont quitté une salle de réunion et un siège investi par des policiers. D'ailleurs la lecture des motifs de la « suspension » laisse pantois le dernier des naïfs : « **Vu les atteintes graves à la cohésion et à la violation de l'esprit d'union sacrée autour des idéaux du Peuple malien porté par le M5-RFP, par lesquels lesdits membres du CS/M5-RFP se sont illustrés, notamment par leur retrait fracassant de la salle de réunion du 22 février 2024.** » Prétexes aussi légers et phrases aussi alambiquées, proches du charabia laissent vraiment croire que les cerceaux et plumes du mouvement n'étaient pas conviés à cette danse du ventre.

Que valent donc ces mesures de sus-



pension : infantiles, puériles et dérisoires ont dit nos interlocuteurs. Un tourbillon dans un verre d'eau au regard de la qualité et du poids de ceux qui sont visés.

Le cas du FSD est plus pathétique : en dehors d'un seul, qui au Mali connaît ces pauvres signataires ou leurs organisations. Même la bonne pub qu'ils pensaient pouvoir se faire n'a

pas été au rendez-vous : on ne s'improvise pas homme public.

« Non, Boubou n'a plus l'autorité à signer quoi que ce soit. En ce qui concerne la déclaration dite du FSD, il n'y avait presque personne du FSD et le président du FSD étant le professeur Salikou, il n'a pas décliné cette réunion. Ces documents sont nuls. D'ailleurs, Boubou a fait de l'usurpation de fonction » conclut Bittar.

Donc que veut-on au juste ?

Selon de nombreuses confidences au sein du M5-RFP, c'est une main, parfaitement visible mais qui se croit cachée qui est à la manœuvre. Affaibli, constatant sa minorité voire son rejet par ceux qu'il instrumentalisait hier, l'homme masqué semble choisir la politique de la terre brûlée : après moi le déluge !

■ Moctar Sow

malikile.com
LA PREMIÈRE PLATEFORME DE DISTRIBUTION DE COMMUNIQUÉS ET DE RELATION MÉDIAS ET BIEN D'AUTRES SERVICES ! *

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

SALON DES
MEDIAS
DU MALI

3 EME
ÉDITION



DU 09 AU 12 MAI
2024

l o a d i n g . . .

■ Ammy Baba Cisse



Militant inoxydable de l'ADEMA PASJ, Fabou Diarra, homme de confiance de l'ancien Président de la République, son Excellence Alpha Oumar Konaré. Il est désormais son Directeur de Cabinet. Félicitations !



■ Campus Media



L'ORIGINE ÉGYPTIENNE DES PEULS: LA THÈSE DE CHEIKH ANTA DIOP

L'origine du peuple Peul a soulevé de nombreuses controverses et bien des chercheurs de la période coloniale ont voulu faire croire à une origine non Africaine de ce peuple. Ainsi, pour eux, les Peuls ne pouvaient être à l'origine que des blancs, Sémites venus civiliser l'Afrique.

Il existe des thèses aussi fantaisistes, que celles de:

Lièèvre: pour qui les Peuls étaient des descendants des Gaulois.

Le capitaine Figeac: pour qui les Peuls étaient des Pélasges.

M. Delafosse: pour lui, les Peuls étaient des judéo Syriens (il ne fut pas le premier à penser ainsi, on peut aussi citer: Winterbottom, Matthews, Grimal de Guiraudon..), thèse qui sera considérée comme un roman par Tauxier dans son livre «Mœurs et histoire des Peuls».

Pour Cheikh Anta Diop, l'origine égyptienne des Peuls ne fait aucun doute. De par leurs noms totémiques Ka et Ba et leur matriarcat, les Peuls montrent leur rattachement à l'Égypte. De très nombreux Pharaons seraient issus de ce peuple né d'un métissage avec les étrangers du Delta et des contacts officiels des XVIIIe et XIXe dynasties avec l'étranger (blancs, sémites). Ainsi selon lui: «le grand père de Ramsès II, Ramsès Ier, n'était qu'un officier de char descendant d'affranchis étrangers du Delta (') copté par Horemheb pour lui succéder sur le trône d'Égypte. Séthi Ier, son fils, dut épouser une princesse de sang royal pour légitimer son pouvoir; et pour se faire accepter du peuple, associa très tôt au pouvoir Ramsès II qui incarnait la légitimité par sa mère. Sethi Ier et Ramsès II représentent officiellement ce type peul».

Le nomadisme sporadique des peuls ne constitue qu'un phénomène relativement récent, remontant au démembrement de l'Ancien Empire égyptien et la dislocation de son aristocratie par Cambyse.

Pour en revenir au matriarcat Peul, il était avant l'islamisation de ce peuple, à la base du système social, la femme étant au centre de toute filiation (don, maladie, etc). Comme pour les égyptiens anciens, on n'hérite pas de son père, mais de son oncle maternel. Si pendant longtemps, beaucoup de chercheurs perçurent ce matriarcat comme une anomalie, nous trouvons auprès des travaux menés par Cheikh Anta Diop et par l'ethnologue Marguerite Dupire, les raisons à travers des liens qu'ils tissent entre les Peuls et les égyptiens anciens. «Dans la mesure où les peuls sont d'origine égyptienne, ils ont été des Africains sédentaires, agriculteurs et pratiquant le matriarcat. A la suite de la dislocation de la société égyptienne ancienne (disparition de la souveraineté), ils ont dû émigrer assez tardivement avec leurs troupeaux de boeufs. Par la force des circonstances, ils seraient ainsi passés de la vie sédentaire à la vie nomade. Mais on comprend alors que le matriarcat de la première époque continue à régler les rapports sociaux, d'autant plus qu'il est sans doute abusif de parler d'un nomadisme absolu du Peul. En réalité, il est semi-nomade.» (Cf: Cheikh Anta Diop: L'Unité Culturelle de L'Afrique Noire.)

De nos jours, malgré une forte présence de l'islam chez les Peuls, on retrouve encore cette affiliation utérine qui confirme l'appartenance Africaine noire de ce peuple.

Nous pouvons donc dire que les Peuls seraient des Nègres qui se sont métissés avec des éléments blancs venus de l'étranger, au sein d'une population Égyptienne noire, qu'il existe aussi un lien linguistique entre l'Égyptien ancien et le Pulaar: la revue Ankh N°12/ 13 nous dit: la terminologie du pouvoir de l'Égypte pharaonique se retrouve dans les titres et noms Peuls: Fari, Labba, Gata. La terminologie agraire de l'Égypte (dat=État, rmnyt=Exploitation agricole) conserve la même signification en pulaar contemporain. Les deux signes hiéroglyphiques y et X qui composent d3tt achèvent de prouver que l'état Égyptien était agraire et urbanisé. Les instruments agricoles utilisés par les Peuls (houe, grande et petite hache, fourche) ont également une origine égyptienne. On pourrait en dire autant des outils de pêche, de chasse, des bâtons pastoraux, etc. ; l'habillement n'est pas en reste: les pagnes et les coiffures dans leur diversité se retrouvent chez les Peuls d'avant islamisation».

#CheikhAntaDiop #histoireafricaine #campusmediasn #peul #egyptology #memoireafricaines



■ **Sory Haidara**



Abrogations des décrets des hauts dignitaires de la santé.

Mais attention aux nominations de chefs militaires à ces postes à haut risque madame la ministre de la Santé. A moins de puiser chez les médecins militaires.

Sory de Motti, directeur du journal, Nouvelle Patrie.
Médecin Colonel Aissata Ba Diallo, ministre de la Santé.



■ Kassim Traoré



Aissata Bondy Juillet 2019 - Que Tonton Samassekou repose en paix.



■ Harouna Diop



Bamako
Arrêtons de jeter les ordures sur la route.
Ayons le réflexe de marcher avec jusqu'à la prochaine poubelle.

■ Forces Armées Maliennes



AEEM : Remise des poches de sang au profit des Forces de Défense et de sécurité

L'Association des Elèves et Etudiants du Mali a organisé une cérémonie de remise des poches de sang au profit des Forces de Défense et de Sécurité, dans le cadre du renforcement de la solidarité entre la population et les FAMa. Cette cérémonie s'est déroulée, le vendredi 23 février 2024, dans la cour du Lycée Bilale SISSOKO à l'Hippodrome. Elle a été présidée par la représentante du président du Bureau de Coordination de la Rive Gauche, N'gada TAMBOURA en présence du proviseur dudit lycée, M Hamidou SIDIBÉ, des responsables politiques et des élèves.

La représentante du Bureau de Coordination de la Rive Gauche, N'gada TAMBOURA a déclaré que cette cérémonie a pour objectif d'apporter tout leur soutien aux Forces de Défense et de Sécurité dans leur mission de protéger tous les Maliens et leurs biens jusqu'au péril de leur vie. Elle a souligné que l'initiative est d'offrir 100 poches de sang au profit des FAMa pour soutenir les blessés de guerre dans leur traitement.



■ Yeah Samake



L'ARME LA PLUS REDOUTABLE D'UNE NATION SOUVERAINE EST SA DIPLOMATIE. LES PAYS N'ONT PAS D'AMIS, MAIS DES INTÉRÊTS.

#NIGER #AES #CEDEAO



■ Yeah Samake



Nous avons la capacité et les ressources pour relever le défi énergétique. TRAVAILLONS-Y!

■ Yeah Samake



NOUS NE SOMMES PAS CONDAMNÉS À LA SITUATION QUE NOUS VIVONS

► ENERGIES

Face au défi de la demande d'électricité pour nos foyers et nos entreprises, il urge que l'Etat investisse agressivement dans les sources d'énergies renouvelables. Aucune ressource ni solution ne peut être écartée pour des raisons conjoncturelles ou idéologiques.

Aussi, une solution durable de production d'énergie implique l'adaptabilité spatiale et temporelle aux spécificités des besoins et des ressources de notre pays.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- 28. Libéralisation totale du secteur de la production pour fournir au minimum 200MW supplémentaires (solaire, thermique, biomasse, hydraulique, géothermique) tous les 5 ans
- 29. Programme national d'intégration du solaire photovoltaïque dans les bâtiments et les édifices publics
- 30. Interconnexion aux réseaux électriques de la sous région afin de profiter des excédents de la production



UN PLAN AUDACIEUX POUR LA PAIX, LA STABILITÉ ET LA PROSPÉRITÉ AU MALI

PROJET PRÉSIDENTIEL YEAH SAMAKE 2018

COMMUNIQUÉ

DIRECTION GÉNÉRALE



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

Le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les rentiers d'accidents du travail du district de Bamako que l'INPS procédera à un contrôle physique de tous les rentiers de Bamako.

Le contrôle physique des rentiers de Bamako est prolongé jusqu'au 16 février dans toutes les agences principales de l'INPS de Bamako, ainsi qu'au niveau de l'inspection générale à l'immeuble ECOBANK.

Ce contrôle concerne tous les modes de paiement, y compris la caisse et les virements bancaires.

Les bénéficiaires doivent se munir des pièces suivantes :

- Une pièce d'identité en cours de validité ;
- Le Carnet AT ou le numéro AT.

La Direction Générale de l'INPS compte sur la bonne compréhension de tous les concernés.

Bamako, le 06 février 2024
La Direction Générale

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

Retrait du Mali de la CEDEAO : M5-RFP Mali Kura et Yelema disent non

Les autorités de la transition ont récemment pris la décision controversée de retirer le Mali de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), une initiative à laquelle s'opposent vivement le Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques Mali Kura (M5-RFP Mali Kura) et le parti Yelema.

Le M5-RFP Mali Kura et Yelema expriment leur désaccord quant à la sortie du Mali de la CEDEAO, soulignant que cette décision n'a pas le soutien unanime de toutes les forces vives de la Nation. Ils ont critiqué le manque de consultation préalable des parties concernées par les autorités de la transition avant l'annonce de cette décision. Le M5-RFP et Yelema ont clairement exprimé leurs préoccupations quant aux conséquences économiques, politiques et sociales potentiellement néfastes pour les Maliens résidant dans l'espace CEDEAO, ainsi que pour le secteur privé et la diplomatie malienne.

Ces deux groupes politiques ont appelé les autorités de la transition à reconsidérer leur décision et à se concentrer plutôt sur l'identification des lacunes au sein de la CE-

DEAO, afin d'y apporter des solutions appropriées au lieu d'aggraver la crise multidimensionnelle actuelle, dont les citoyens seraient les premières victimes. Ils ont souligné l'importance pour la CEDEAO et l'Afrique dans son ensemble de définir leur propre voie en tenant compte des évolutions mondiales en cours. Selon eux, les États de l'Alliance des États du Sahel (AES) devraient chercher à renforcer la CEDEAO plutôt que de provoquer la séparation du Mali de cette communauté régionale.

Outre le M5-RFP Mali Kura et Yelema, la Ligue pour le Changement Démocratique (LDC) s'est également opposée à ce retrait du Mali de la CEDEAO. La position de ces groupes politiques va à l'encontre de celle de la CEDEAO et d'autres organisations africaines qui ne soutiennent pas le retrait des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) de la CEDEAO, comprenant également le Burkina Faso et le Niger.

Cette controverse soulève des questions majeures sur l'avenir du Mali au sein de la CEDEAO et sur les éventuelles répercussions politiques, économiques et sociales de cette décision. Il est essentiel que les autorités de la transition prennent en compte les différentes perspectives et prennent des décisions éclairées pour le bien-être et l'intérêt supérieur du peuple malien.

Fatou Sissoko



Guerre russo-ukrainienne : La Russie promet de se venger des nouvelles sanctions occidentales

Le vice-président du Conseil de sécurité russe, Dmitri Medvedev, a récemment déclaré que la Russie allait répondre aux sanctions occidentales annoncées à l'occasion du deuxième anniversaire de l'offensive russe contre l'Ukraine et de la mort de l'opposant Alexeï Navalny. Ces déclarations ont été relayées sur Telegram par l'ancien président russe, qui a affirmé que les Occidentaux devaient subir des conséquences et que la Russie se rappellerait de cela en cherchant à riposter partout où possible, les considérant comme des ennemis.

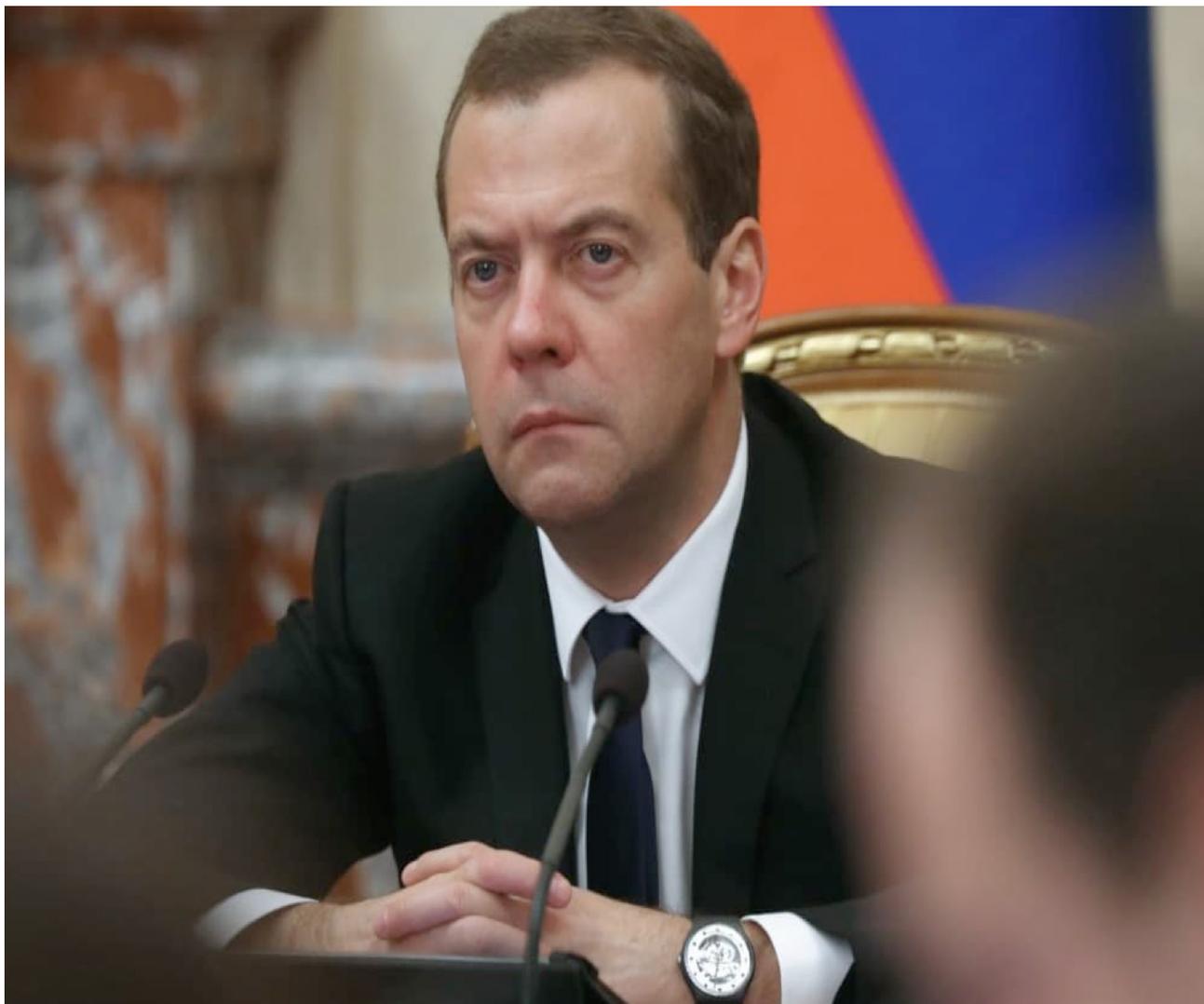
Medvedev a également évoqué la possibilité de mener des opérations secrètes sur les territoires des pays occidentaux, malgré les démentis de la Russie concernant ses activités d'espionnage, d'influence et d'assassinats présumés. Il a déclaré : «Il est également nécessaire de

mener des actions spécifiques sur leurs territoires, dont il est impossible de parler publiquement. En temps de guerre, toutes les méthodes sont bonnes.»

Ces déclarations marquent un changement radical dans la position de Dmitri Medvedev, autrefois perçu comme une figure relativement libérale du régime poutinien. Depuis le début de l'attaque contre l'Ukraine, il s'est affirmé comme une voix particulièrement radicale, n'hésitant pas à proférer des menaces telles que l'utilisation d'armes nucléaires ou l'invasion de pays soutenant Kiev.

Cette montée des tensions verbales suscite des inquiétudes quant à une possible escalade des tensions entre la Russie et les pays occidentaux, ainsi que sur les conséquences des représailles envisagées par Moscou. La situation géopolitique demeure donc tendue, appelant à la prudence et à la recherche de solutions diplomatiques pour éviter une escalade aux conséquences potentiellement désastreuses.

Fatou Sissoko



Arnaque en ligne Une pratique qui nuit de plus en plus les citoyens

L'arnaque, les intimidations voire le chantage deviennent monnaie courante sur les réseaux sociaux. À travers des faux comptes que certains appellent des profils fantômes, certaines personnes s'adonnent à ces pratiques dans le but de nuire ou de soutirer de l'argent à leurs victimes. Ces pratiques peuvent avoir de nombreuses conséquences sur ces personnes ainsi que la société. Une situation qui pousse les jeunes à demander une lutte implacable contre ces pratiques.

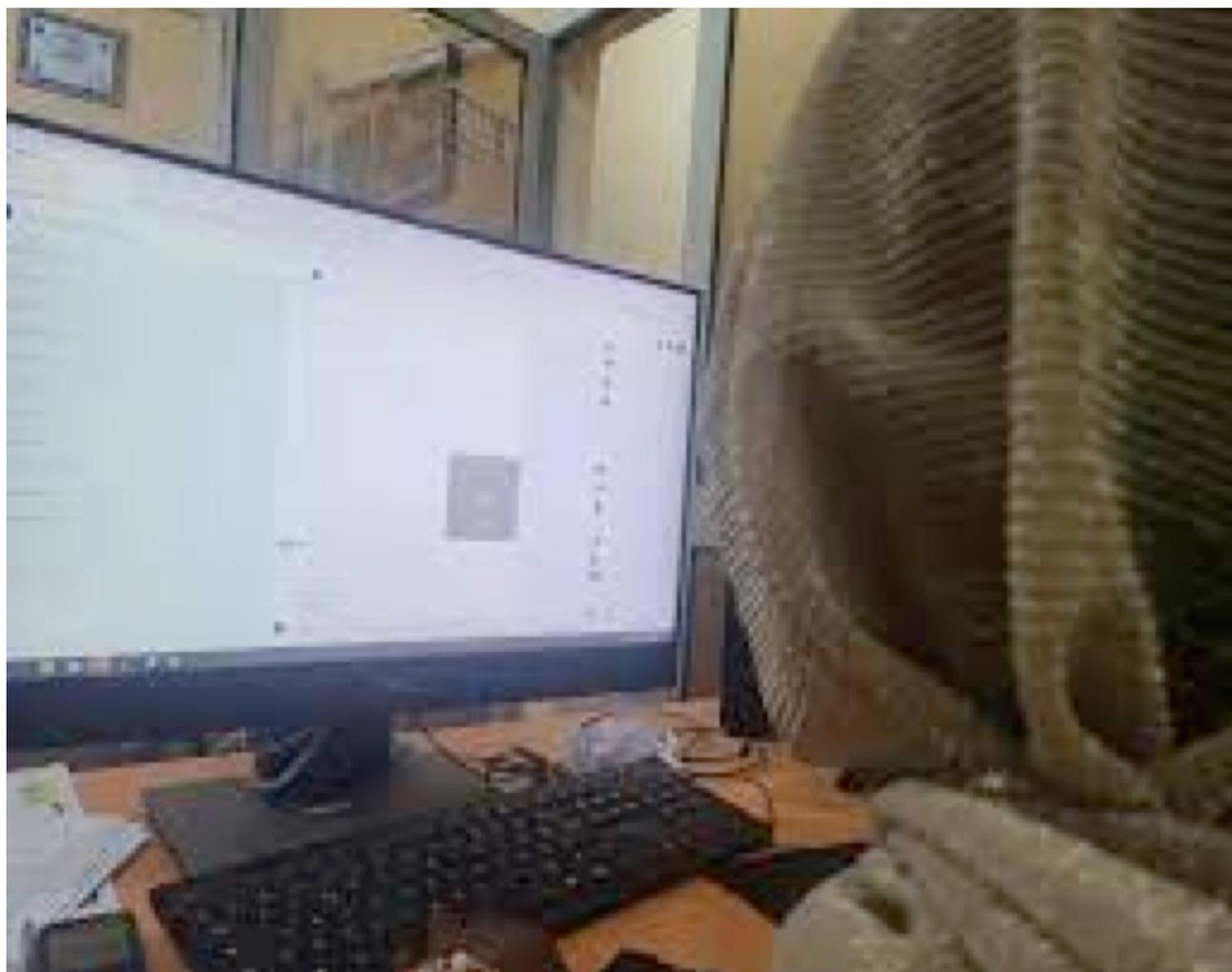
Is sont de plus en plus nombreux les profils fantômes qui s'attaquent aux gens sur les réseaux sociaux. Intimidations ou encore du chantage, ils utilisent différents moyens pour atteindre leurs objectifs, des pratiques que ces jeunes dénoncent « C'est quelque chose qui est très grave. Il faut que les autorités prennent des sanctions contre ceux qui partagent ces informations »,

nous confie un jeune de Bamako. Un autre ajoute « Les gens peuvent nous envier sur les réseaux sociaux à travers ce que nous publions. Ils peuvent se baser sur cela et vouloir nous faire du mal ».

Que faut-il faire pour éviter l'arnaque ?

Amadoune Sankaré, ingénieur en informatique, conseille aux internautes d'être prudents. Selon lui, la détresse psychologique provoquée par ces pratiques peut conduire à la dépression, l'anxiété voire au suicide. Pour minimiser les risques, l'ingénieur en informatique préconise « de limiter la quantité d'informations personnelles divulguées en ligne ». Mais également « d'ajuster les paramètres de confidentialité sur les réseaux sociaux ». Amadoune Sankaré met également en avant « les outils technologiques de détection et de prévention des attaques en ligne tels que l'intelligence artificielle et la cyber sécurité avancée », pour minimiser le phénomène. En plus de cela, il propose qu'il y ait une sensibilisation et une éducation du public aux bonnes pratiques en matière de sécurité en ligne, mais aussi une collaboration internationale dans la lutte contre la cybercriminalité.

STUDIO TAMANI



Cérémonie de décoration à la Haute Autorité de la Communication

Trois cadres obtiennent le grade de chevalier de l'Ordre national

Trois cadres éminents de la Haute Autorité de la Communication (HAC) ont été récemment honorés par le président de la Transition du Mali, le colonel Assimi Goïta, en étant élevés au rang de chevalier de l'Ordre national du Mali. Cette distinction leur a été attribuée en reconnaissance de leurs services remarquables rendus à la nation.

Les récipiendaires, à savoir Béchiry Diop, Kalifa Naman Traoré et Mohamed dit Sadio Mady Kanouté, ont reçu leurs médailles lors d'une cérémonie officielle en présence du Grand Chancelier des Ordres nationaux, le général de brigade Amadou Sagafourou Guèye. Kalifa Naman Traoré, en tant que porte-parole des récipiendaires, a exprimé sa profonde gratitude envers le président de la Transition pour cette distinction. Il a souligné que

ces médailles représentent une étape significative dans leurs carrières respectives, mais qu'elles agissent également comme une source de motivation supplémentaire pour continuer à exceller dans leurs missions.

Lors de son discours prononcé lors de la cérémonie de remise de décoration, Kalifa Naman Traoré a insisté sur le caractère collectif de cette reconnaissance, mettant en avant le travail d'équipe et l'accompagnement professionnel et humain de grande qualité fournis par l'ensemble des travailleurs de la HAC. Il a souligné que ces médailles honorent non seulement les récipiendaires, mais également toute l'institution et ses collaborateurs.

Kalifa Naman Traoré a conclu en renouvelant ses remerciements aux autorités maliennes pour avoir reconnu leur mérite et s'est engagé, au nom de ses collègues, à continuer à servir le Mali avec dévouement et intégrité.

Cette distinction prestigieuse souligne le dévouement et l'excellence des cadres de la Haute Autorité de la Communication dans l'accomplissement de leur mission au service de la nation malienne.

Arouna Sidibé



MESSAGE DU PARENA SUITE À LA DISPARITION DU CAMARADE ADAMA SAMASSÉKOU

Eh oui! Le Doyen et le Camarade s'en est allé ! Paix à son âme !

Nos premières retrouvailles, c'était à Paris , en 88-89, au sein du CDLDM (Comité de Défense des Libertés Démocratiques au Mali). Puis, vint l'ère de l'ADEMA- Association et du CNID- Association que nous présidions respectivement, lui et moi.

A l'heure de cet adieu, me revient en souvenir cette petite histoire : c'est l'Adema qui présidait toujours quand nos deux associations se retrouvaient, droit d'aînesse oblige ! Un jour, Totoh (Cnid à l'époque) a « protesté » : camarades de l' Adema, le droit d'aînesse nous pénalise, on doit faire un système tournant pour présider nos réunions. Tout le monde a rigolé. Samass : Camarade Totoh, tu as parfaitement raison et le système tournant commence à l'instant. Et il en fut ainsi....

Dors en paix, Combattant !!

Djiguiba KEITA/PPR



PARENA

Parti pour la Renaissance Nationale
Pour une société démocratique et solidaire

MESSAGE DU PARENA SUITE À LA DISPARITION DU CAMARADE ADAMA SAMASSÉKOU

Le PARENA s'incline avec respect devant la dépouille de l'illustre camarade Adama Samassékou arraché à l'affection de sa famille, de ses amis, de ses compagnons et du Mali tout entier ce vendredi 23 février 2024.

C'est un grand patriote malien qui s'est éteint. Adama était aussi profondément attaché aux valeurs cardinales de la renaissance et de l'unité de la mère Afrique.

Son attachement était reconnu sur le continent et dans la diaspora sur les cinq continents. C'est ainsi que des militants de l'idéal panafricaniste l'ont porté à la tête du Mouvement fédéraliste panafricain.

Rue Soundiata KEITA, Porte N° 1397 Ouolofobougou Boilibana, Tél (+223) 66 78 90 64 /BPE 2235 Bamako – Mali/
Site : www.parena.org.ml/e-mail : parena2012@yahoo.fr

À l'instar de tous les démocrates et patriotes maliens, le PARENA, gardera présent à la mémoire le souvenir de la lutte héroïque d'Adama Samassékou contre la dictature et pour l'avènement de la démocratie.

Avec le Professeur Ibrahima Ly, Mohamedoun Dicko, Bakary Konimba Pionnier, Cheikh Sadibou Cissé, Oumar Ly, Jean-Étienne Diendiéré, Barrys Traoré, Cyr-Mathieu Samaké, Mani Djénépo, Kouyaté, Samass et d'autres héros ont courageusement dénoncé la « farce électorale du 2 juin 1974 » lors du référendum constitutionnel de juin 1974.

Arrêtés, torturés, jugés et condamnés à quatre années de détention, ils ont été dispersés aux quatre coins du Mali: Bouressa, Adjel-Hoc, Tessalit, Innakounder, Niono, Doïla...

Hommage à Samass et à ses compagnons!

L'histoire du Mali retiendra votre contribution de qualité à la lutte du peuple pour la liberté!

Bamako, le 24 février 2024

Le Comité Directeur du PARENA



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

OCLEI: Ce qu'il faut savoir en 2022

- 23 activités de sensibilisation (ateliers, séminaires, formations, conférences) à travers le Mali.
- 2 063 personnes de toutes les couches socio-professionnelles ont été directement touchées.
- 23 dossiers transmis à la justice de 2019 à 2022 pour un montant de 23 milliards 855 millions de FCFA ; soit environ un dossier par personne.
- Les profils des personnes mises en cause sont : membres du Gouvernement, élus locaux, Administration générale, armée, justice, administrations financières, péage, affaires étrangères.
- Les biens illicites identifiés sont composés de bâtiments, terrains et comptes bancaires.
- Le nombre des déclarations de biens a baissé drastiquement. Elles ont diminué de 48,28%.
- L'OCLEI a fait faire une étude sur les techniques d'enrichissement illicite. Elle a montré que 50,70% des citoyens interrogés trouvent qu'il y a de la corruption à Kayes, 41,80% à Bamako, 40,90% à Ségou et 17% à Sikasso.
- 76% des citoyens interrogés estiment qu'il y a de la corruption dans les services des douanes, 74% pour la Justice, 72% pour les Impôts, 72% pour la Police et 39% pour les Eaux et Forêts.
- La même étude précise que les biens illicites acquis au Mali sont « exportés » dans les pays suivants par ordre d'importance : France, Sénégal, Côte d'Ivoire, Canada et Etats Unis d'Amérique.
- 85% des biens des cadres maliens sont constitués d'immeubles (maisons d'habitation, bâtiments commerciaux, fermes, terrains).
- Le Mali, depuis juin 2022, assume la charge de Premier Vice-Président de l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique (AAACA).
- Le Mali a été unanimement désigné par les pays membres de l'Association des Autorités Anticorruption d'Afrique pour abriter la 7ème Assemblée générale de l'organisation panafricaine de lutte contre corruption. Ces décisions consacrent le leadership du Mali dans la lutte contre la corruption en Afrique.

 **N° VERT 80 00 22**

La BMS-SA sous la direction de Lanfia Koïta : Un soutien majeur pour l'État en 2023



La Banque malienne de solidarité (BMS-SA) dirigée par Lanfia Koïta a joué un rôle crucial dans le développement économique du Mali en 2023, se démarquant comme la première banque de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) à soutenir le pays dans la mobilisation des ressources nécessaires pour combler ses déficits budgétaires. Cette intervention souligne l'importance de la BMS-SA dans le financement du développement du Mali.

L'année 2023 a été marquée par des

défis économiques pour le Mali, incluant l'insécurité persistante dans certaines régions, les effets de la pandémie de Covid-19 et les sanctions de l'UEMOA et de la CEDEAO. Malgré ces défis, la BMS-SA s'est affirmée comme un partenaire financier de premier plan pour le pays, mobilisant des ressources conséquentes pour soutenir ses efforts de développement.

La BMS-SA a continué d'accompagner le Mali tout au long de l'année, témoignant de son fort engagement envers le développement du

pays. Elle a soutenu les initiatives publiques et privées visant à améliorer les conditions de vie des populations maliennes.

Lors de la cérémonie de lancement du calendrier d'émissions des titres publics du Mali pour l'année 2024, la BMS-SA a été désignée comme la première banque investisseuse de l'État malien en 2023. Le directeur général adjoint de la banque, Mamadou Daffé, a souligné l'importance de cette reconnaissance de l'État et a remercié le ministère de l'Économie et des Finances pour

avoir initié cet événement.

La BMS-SA participe régulièrement et activement sur le marché monétaire malien, contribuant à lever des fonds d'environ 25 à 30 milliards de F CFA toutes les deux semaines. Cette implication soutenue de la BMS-SA démontre ses ambitions légitimes et son engagement à contribuer au financement de l'économie du Mali, dans un contexte de souveraineté retrouvée.

La Banque malienne de solidarité, sous la direction de Lanfia Koïta, a joué un rôle essentiel dans le soutien financier et le développement économique du Mali en 2023, affirmant sa position de leader dans le pays et au sein de l'UEMOA. L'article mentionne que la Banque Malienne de Solidarité - SA (BMS-SA) a investi dans plusieurs secteurs prioritaires de développement, notamment l'infrastructure et l'agriculture. Elle

a également soutenu les petites et moyennes entreprises (PME) qui jouent un rôle essentiel dans la création d'emplois. En outre, la banque a financé le commerce international et a approfondi ses relations pour soutenir le financement de l'économie nationale et envisage de s'étendre dans la sous-région en s'installant en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo afin de servir les Maliens vivant dans ces pays et de contribuer à l'intégration africaine.

Le directeur de la BMS-SA a mis en avant le statut prééminent de la banque au Mali sur de multiples aspects, affirmant sa volonté de maintenir cette position en collaborant avec les autorités pour préserver la souveraineté économique. Il s'est engagé à mobiliser tous les moyens nécessaires pour relever ce défi en tant qu'établissement bancaire public.

Pour l'année 2024, la BMS-SA envisage de renforcer ses acquis, de moderniser ses services à travers l'adoption de nouvelles solutions logicielles et de numériser de nombreux processus. Elle aspire également à poursuivre son soutien à l'État sur les marchés monétaires et financiers de la sous-région. Le directeur général adjoint a exprimé sa reconnaissance envers les clients et partenaires de la banque, réaffirmant l'engagement de la BMS-SA à les accompagner dans la concrétisation de leurs projets.

La BMS-SA se positionne comme un acteur clé du développement économique au Mali, apportant son soutien à divers secteurs et cherchant à consolider sa position de leader tout en demeurant engagée envers ses clients, partenaires et la communauté dans son ensemble.

■ Karamoko B Keita



Tel : (223) 20 70 30 00 - Fax : (223) 20 29 54 08
bms@bms-sa.ml

Session ordinaire 2024 de l'AG de la CCIM

Le Secteur privé réaffirme son engagement pour le développement du Mali



Lors de la session ordinaire 2024 de l'Assemblée Générale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM), qui s'est déroulée le lundi 19 février au Parc des Expositions de Bamako, sous la présidence du ministre de l'Industrie et du Commerce Moussa Alassane Diallo, le président Mandjou Simpara a réaffirmé la détermination de la CCIM à jouer un rôle majeur dans le développement du Mali.

Au cours de cette réunion, plusieurs points étaient à l'ordre du jour, tels que l'examen du rapport d'activités

de 2023, l'état d'exécution du budget 2023, l'examen des projections d'activités et le projet de budget 2024. La présence des présidents des chambres régionales et des fédérations, dont Mossadeck Bally, Sanoussy B. Sylla, Abdoulaye Pona et Ba Kissima Sylla, a marqué cette session consulaire.

Mandjou Simpara a exprimé sa gratitude envers les plus hautes autorités du pays, notamment le président de la transition, le Colonel Assimi Goïta, et les membres du gouvernement, pour leur soutien au

secteur privé. Il a également salué la participation active du ministre Moussa Alassane Diallo, des présidents des chambres consulaires régionales et des responsables des chambres affiliées.

Le président Simpara a souligné que cette session était l'occasion de faire le bilan des activités de l'année précédente et de définir les perspectives pour l'année en cours. Il a réaffirmé l'engagement de la CCIM à contribuer au développement du pays.



L'intervention marquante du ministre Moussa Alassane Diallo lors de l'ouverture des travaux a mis en lumière le contexte particulier de cette session, marqué par la décision historique du 28 janvier 2024 prise par le chef de l'État Assimi Goïta, en accord avec les autres pays membres de l'AES, de se retirer de la CEDEAO.

Cette session de l'Assemblée Générale de la CCIM a donc été l'occasion pour les acteurs économiques maliens de réaffirmer leur engagement en faveur du développement économique du pays, dans un contexte national et international en évolution constante. Le ministre de l'Industrie et du Commerce du Mali exprime des inquiétudes quant

aux actions de la CEDEAO à l'égard de son pays. Selon lui, la décision de la CEDEAO de suspendre le Mali de ses institutions et d'imposer un embargo économique, commercial et financier ainsi qu'un embargo terrestre et aérien vont à l'encontre des principes de respect de la souveraineté de l'État, de respect des choix stratégiques et des partenaires du Mali, ainsi que de la prise en compte des intérêts vitaux du peuple malien dans les décisions prises.

Le ministre souligne que la gestion d'un pays implique de la prévoyance, de la prise de décision et de l'assomption de responsabilités.

Le Mali prend en main son des-

tin en collaboration avec le secteur privé

Le Mali a décidé de prendre en charge pleinement son destin, en collaboration avec le secteur privé malien, et en croyant en ses propres capacités. Selon lui, le peuple malien doit croire en ses capacités pour pouvoir définir ses propres choix stratégiques.

Le ministre Moussa Alassane Diallo explique que le Mali a décidé de se retirer de la CEDEAO afin de s'assumer totalement et pleinement, en réponse aux sanctions imposées par l'organisation régionale. Il affirme que ceux qui ont prédit l'effondrement de l'économie malienne suite à ces sanctions ont sous-estimé la

capacité de résilience du peuple malien.

Le ministre met en avant la volonté du Mali de prendre en main son destin et de faire face aux défis qui se présentent, en mettant en avant la résilience et les capacités du peuple malien. Il souligne l'importance de l'engagement du secteur privé et de la Chambre de commerce et d'industrie du Mali pour soutenir le pays pendant les six mois d'embargo imposé par la CEDEAO. Grâce à leur contribution, l'approvisionnement en denrées de première nécessité a été assuré dans tout le pays, démontrant ainsi la capacité du secteur privé à répondre de manière endogène à des défis extérieurs.

Le chef du département de l'Industrie et du Commerce a également mentionné l'engagement du président de la transition, le Colonel Assimi Goïta, en faveur d'un développement endogène au Mali. Ce développement implique la production locale de biens de consommation et de services, avec le soutien et l'accompagnement du secteur privé. Il a appelé tous les acteurs économiques à faire preuve de patriotisme, d'engagement et de détermination pour trouver des solutions adaptées à la

situation actuelle et permettre au Mali de sortir de la CEDEAO de manière efficace.

Le gouvernement a déjà mis en place un plan d'action pour la sortie du Mali de la CEDEAO, en collaboration étroite avec le secteur privé. Le ministre a souligné que cette décision a été prise après une réflexion approfondie et que le gouvernement est prêt à mettre en œuvre son plan d'action, en prenant en compte toutes les implications et conséquences de cette sortie.

Il est important de noter que la CEDEAO n'est pas seulement une union monétaire, mais aussi économique. Ainsi, les aspects économiques, douaniers et tarifaires seront au cœur des discussions pour gérer cette transition. Le ministre a souligné que les questions liées à la politique monétaire et aux transferts financiers ne seront pas affectées par cette décision.

Le gouvernement et le secteur privé travaillent ensemble pour trouver des solutions appropriées à la sortie du Mali de la CEDEAO, en mettant en place des mesures opérationnelles et en tenant compte des différentes dimensions économiques en jeu.

Le ministre souligne l'importance des investissements dans les ports des pays côtiers pour le Mali, en assurant au secteur privé que ces pays ne fermeront pas leurs ports au Mali. Il affirme que le Mali bénéficiera de son retrait de la communauté sous-régionale dans un an, lors du bilan.

Il précise que cette déclaration a été faite lors du forum de relance économique organisé par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM) les 30 et 31 mars 2023 à Ségou. Les conclusions et recommandations de ce forum guideront les actions de la CCIM pour la période 2020-2025.

Le ministre assure le secteur privé du soutien du gouvernement, notamment du ministère de l'Industrie et du Commerce, pour la mise en œuvre de toutes les recommandations du forum. Il souligne l'importance des évolutions structurelles en cours dans le pays et réitère l'attention particulière des plus hautes autorités envers le secteur privé et les recommandations de la session en cours.

■ **Karamoko B Keita**

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com

Site:www.malikile.com



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**APPEL
GRATUIT**

**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Transition au Mali: Yeah Samaké appelle à l'action pour le retour à l'ordre constitutionnel

Le 24 février 2024, aurait dû être un jour de vote au Mali, marquant le premier tour de l'élection présidentielle et symbolisant un pas décisif vers le retour à l'ordre constitutionnel tant attendu. Cependant, cette date reste désespérément vide de sens, plongeant le pays dans une période d'incertitude et de questionnements quant à son avenir démocratique et prospère.

Depuis l'annonce, le 25 septembre 2023, d'un léger report des élections par le gouvernement de Transition, le peuple malien attend avec impatience la fixation d'une nouvelle date. Ce retard prolongé met à mal la confiance envers les institutions du pays et envers le processus démocratique lui-même, jetant ainsi une ombre sur l'unité nationale et les principes démocratiques fondamentaux.

Dans ce contexte alarmant, Yeah Samaké, leader politique et citoyen engagé, exprime son inquiétude quant à cette situation d'incertitude qui pèse sur l'avenir collectif du Mali. Il lance un appel pressant au gouvernement de Transition pour agir avec responsabilité et fixer sans délai une nouvelle date pour les élections. Il insiste sur la nécessité d'assurer un processus électoral transparent, inclusif et équitable, afin de restaurer la confiance du peuple malien envers ses dirigeants et envers l'avenir du pays.

Le président d'honneur du PACP en appelle également au peuple du Mali, l'invitant à rester vigilant, engagé et uni dans la défense de la démocratie et de la stabilité. Il souligne l'importance de faire entendre sa voix pour hâter le retour à l'ordre constitutionnel et pour construire un Mali futur basé sur des fondations



solides, prônant la paix, la justice et la prospérité pour tous les citoyens.

L'appel du président Yeah Samaké résonne comme un cri d'alarme,

rappelant à tous que l'avenir du Mali repose entre les mains de chaque Malien. Il incite à la mobilisation collective pour la défense de la démocratie et pour la construction d'un

avenir meilleur pour le pays. Il est temps d'agir, de rester unis et déterminés pour que le Mali puisse enfin retrouver sa voie vers la stabilité et le progrès.

Lisons en encadré le message de Yeah Samaké



www.malikile.com

Message de Yeah Samaké

**C**HERS AMIS,

Aujourd'hui, le 24 février 2024, aurait dû marquer une étape cruciale dans le retour à l'ordre constitutionnel au #Mali avec la tenue du premier tour de l'élection présidentielle. Cette date représentait un espoir pour chacun d'entre nous, l'espoir de tourner la page sur une période d'incertitude et de reconstruire ensemble un avenir démocratique et prospère.

Depuis l'annonce, le 25 septembre 2023, d'un léger report de ces élections par le gouvernement de Transition, nous attendons la fixation d'une nouvelle date. Cette attente prolongée n'est pas sans conséquence pour la confiance que nous portons envers nos institutions et le processus démocratique lui-même.

En tant que leader politique et citoyen engagé pour la démocratie et le développement de notre pays, je tiens à exprimer mon inquiétude face à cette incertitude qui plane sur notre avenir collectif. L'absence de communication claire et de transparence dans le processus électoral risque de saper les fondements de notre unité nationale et de notre foi dans les principes démocratiques.

Je fais appel au gouvernement de Transition pour qu'il agisse avec la plus grande responsabilité et dans l'intérêt suprême de la nation malienne. Il est impératif de fixer une nouvelle date pour les élections dans les plus brefs délais, de garantir un processus électoral transparent, inclusif et équitable, et de rétablir ainsi la confiance du peuple malien en ses dirigeants et en son avenir.

À nous, peuple du Mali, je nous invite à rester vigilants, engagés et unis dans notre quête commune pour la démocratie et la stabilité. Ensemble, faisons entendre notre voix pour accélérer le retour à l'ordre constitutionnel, et bâtissons sur des bases solides le Mali de demain, un Mali de paix, de justice et de prospérité pour tous.

L'avenir de notre nation est entre nos mains. Restons mobilisés pour notre démocratie, pour notre pays.

#Mali #Elections #Démocratie
#Unité

Rappelons nous toujours que
#DIRIGERCESTSERVIR

Karamoko B Keita

Semaine Nationale pour l'Harmonisation et l'Utilisation des Symboles de l'État

Pour informer, éduquer et sensibiliser la collectivité nationale



Du 04 au 10 mars prochain, le Mali organisera sa toute première semaine nationale pour la valorisation et l'utilisation des symboles de l'État sous l'égide du ministère de la justice et des droits de l'homme. Cette annonce a été faite ce vendredi 23 février au Mémorial Modibo Keita lors d'une cérémonie de lancement officielle couplée à une conférence de presse.

Cette Semaine Nationale pour la Valorisation et l'Utilisation des Symboles de l'État aura pour objectif de mener des recherches dans le cadre de la refondation de l'État, d'élaborer un mémorandum pouvant servir

de base technique pour la conception, l'utilisation et l'harmonisation de la symbolique de l'État. Elle vise également à créer une banque de données statistiques fiables constamment actualisée couvrant l'ensemble des structures de l'État et autres services, au Mali et à l'étranger. Les objectifs recherchés visent à revaloriser «les signes de l'État» pour affirmer les principes de souveraineté, d'exclusivité et de conformité.

Mohamed Maouloud Najim, Président du Comité d'organisation de la semaine nationale pour la valorisation et l'utilisation des symboles

de l'État, expliquera que cette initiative découle d'un constat d'irrégularité. Ces irrégularités sont généralement dues à une méconnaissance de l'objet, non seulement par les citoyens, mais aussi par certains agents de l'État, en l'absence parfois de textes juridiques de référence. Dans le but de trouver une solution pérenne aux difficultés soulevées, l'organisation de la «Semaine Nationale pour la Valorisation et l'Utilisation des Symboles de l'État» vise à bannir leur utilisation désordonnée et frauduleuse, et à mettre fin à leurs violations à la fois profanes ou délictuelles.

La «Semaine Nationale pour la Valorisation et l'Utilisation des Symboles de l'État» a pour but, entre autres, de sauvegarder l'image, le crédit et l'autorité de l'État à travers sa marque dans les actes, d'illustrer et de promouvoir auprès des citoyens le sens de la République et la perception conforme de la civilité institutionnelle, d'informer et de sensibiliser les populations pour prévenir les préjudices de la transgression des symboles et les mettre à l'abri des risques éventuels de profanation, de communiquer afin de favoriser et canaliser l'appropriation citoyenne des symboles de l'État comme moyen de cultiver l'esprit patriotique et d'exalter le sentiment national.

Pour le Ministre de la justice et des Droits de l'homme, Mamoudou Kassogue, la question cruciale aujourd'hui est : «Comment préserver l'image, le crédit et l'autorité de l'État, et quelles sont les responsabilités qui peuvent être engagées ?»

Amélioration de l'utilisation des symboles de l'État au Mali

Selon lui, l'État malien est confronté à un réel désordre et à une véritable anarchie, tant dans la conception que dans l'utilisation de ses symboles. Ces confusions et négligences lui portent préjudice et persistent dans sa représentation, en général, en raison de l'absence de règles pratiques pour assurer leur uniformité. Ainsi, il est symbolique pour l'État de respecter les principes de souveraineté, d'exclusivité et de conformité. Il est essentiel de promouvoir l'appropriation citoyenne des symboles de l'État, afin de cultiver l'esprit patriotique et de renforcer le sentiment national. L'ensemble de la société malienne est concerné par la Semaine Nationale pour l'Harmonisation et l'Utilisation des Symboles de l'État. Il est nécessaire d'informer les différents publics sur ces concepts, de les familiariser avec les symboles de l'État et les principes qui les régissent.

Bokoum Abdoul Momini

Dialogue inter-maliens : Les termes de références validés



Le président du comité de pilotage du Dialogue inter-malien, Ousmane Issoufi Maïga, a récemment tenu une conférence de presse pour présenter les objectifs et les contours de la mission confiée à sa structure. Lors de cet événement, qui s'est tenu le mardi 20 février 2024, l'ancien Premier ministre a souligné l'importance de cet exercice dans la promotion de la paix, de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale au Mali.

Selon Ousmane Issoufi Maïga, le Dialogue inter-malien, initié par le président de la Transition et soutenu par l'ensemble des Maliens, nécessite la participation active de la presse nationale et internationale, des nouveaux médias et des communicateurs traditionnels. Après la validation des travaux des trois commissions, le comité a mis en place cinq nouvelles commissions thématiques couvrant des domaines essentiels tels que la paix, la réconciliation nationale, la cohésion

sociale, les questions politiques et institutionnelles, l'économie, le développement durable, la sécurité, la défense du territoire, la géopolitique et l'environnement international.

Pour assurer une meilleure coordination des travaux, un porte-parole du comité de pilotage, Adama Samassékou, et un point focal des plateformes numériques, Aminata Dramane Traoré, ont été désignés. La commission communication, quant à elle, a été reconduite dans ses fonctions pour garantir la diffusion des informations de manière transparente et professionnelle.

Le président du comité a souligné l'importance de la collaboration de tous les acteurs impliqués dans ce processus pour aboutir à des solu-

tions endogènes aux défis auxquels est confronté le Mali. Il a insisté sur la nécessité pour les Maliens de se réunir, de se parler franchement et de travailler ensemble pour le développement du pays, en mettant de côté les clivages et les divergences.

Ousmane Issoufi Maïga a exprimé sa confiance dans les compétences et le professionnalisme de la presse pour relayer les informations de manière objective et constructive. Il a souligné l'importance de ce dialogue national inclusif pour tourner la page du terrorisme et ouvrir une nouvelle ère de prospérité et de stabilité pour le Mali.

Le Dialogue inter-malien s'annonce donc comme une opportunité cruciale pour les Maliens de se

réconcilier, de construire un avenir commun et de tracer ensemble les contours d'une nation forte et unie. Selon les propos du conférencier, la question de la justice occupe une place centrale parmi les divers thèmes abordés, tout comme la question des femmes et des jeunes, qui jouent un rôle important dans ce dialogue en raison de leur implication dans les groupes terroristes. Il est souligné que l'atelier national de validation des termes de référence du Dialogue inter-maliens se tiendra le lundi 26 février 2024. Cet atelier a pour objectif de prendre en considération les préoccupations de l'ensemble des Maliens. Par ailleurs, la durée du Dialogue sera décidée lors de cet atelier, comme l'a précisé le conférencier.

Ibrahim Sanogo



Festival d'humour «zone ouverte 3» : Pour incuber de jeunes comédiens et humoristes



Le festival d'humour «Zone Ouverte 3» est de retour pour sa 3^e édition, offrant une plateforme unique aux jeunes artistes comédiens et humoristes pour exprimer leurs talents. L'artiste-comédien et humoriste Souleymane Kéïta, connu sous le nom de Kanté, a tenu une conférence de presse le lundi 19 février au Centre international de conférences de Bamako (CICB) pour partager les détails de cet événement.

Accompagné par Amadou Baba Sissoko, coordonnateur du festival, sa cheffe marketing et plusieurs jeunes comédiens maliens, Kanté a souligné l'importance de «Zone Ouverte» en tant qu'espace d'opportunités pour la jeune génération de comédiens au Mali. La 3^e édition se déroulera du 22 au 25 février pro-

chain au CICB et mettra en avant divers thèmes, notamment les coupures d'électricité, reflétant ainsi le rôle social et engagé des artistes comédiens.

En plus de divertir le public, le festival vise à sensibiliser sur des enjeux sociaux tels que les difficultés liées à l'électricité, tout en encourageant les jeunes à prôner la paix dans le pays. Kanté a souligné que le festival aspire à créer un espace propice à l'expression artistique des jeunes talents, favorisant ainsi la collaboration et le développement de la comédie au Mali.

Cette édition promet un programme riche en diversité artistique, comprenant des expositions, des sketches humoristiques, la projection de films, des formations pour

les jeunes comédiens, ainsi que des prestations d'artistes émergents. Le comédien Gaga sera mis à l'honneur avec sa pièce «Gaga Ka Consultation», abordant de façon satirique les pratiques parfois douteuses des médecins dans les centres de santé.

À noter que des comédiens et humoristes du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire seront également présents pour enrichir cet événement culturel d'envergure. Le festival «Zone Ouverte 3» s'annonce comme un rendez-vous incontournable pour célébrer le talent et la créativité des jeunes artistes comédiens et humoristes, tout en contribuant à l'épanouissement de la scène humoristique au Mali.

Arouna Sidibé

Sénégal: Tout est perdu...fors l'honneur!



En annonçant, ou plus exactement en faisant annoncer, qu'il prend acte du verdict rendu par le Conseil Constitutionnel retoquant le décret par lequel il renvoyait de dix mois la tenue des élections présidentielles et en proclamant sa ferme résolution de le respecter, le Président de la République avait arrêté (momentanément ?) la dangereuse glissade qui menaçait de conduire notre pays dans le désordre et la violence.

Il aurait pu faire mieux, plus clair et plus vite.

On rêvait que, quelques heures à peine après la publication de la décision du Conseil Constitutionnel- (dont il a probablement pris connaissance bien avant tout le monde) -il prenne solennellement la parole devant ses compatriotes,

comme il l'avait fait pour annoncer son décret contesté, respectant au passage le parallélisme des formes. Pourquoi essayer la taille d'un bou-bou sur la souche d'un arbre quand son propriétaire est présent ,dit un proverbe pulaar qu'il ne peut pas ignorer ?Pourquoi confier le soin de transmettre une information de cette importance et à laquelle toute la nation est suspendue à un vague conseiller, en tout cas très loin dans l'ordre hiérarchique, alors que le moment était historique et que le Président de la République c'est, dit-on, la rencontre d'un homme et d'un peuple ?Plutôt que le « porte-parole » on eût préféré celui qui porte légitimement la parole, e plutôt qu'un communiqué, on aurait souhaité que le Président de la République nous regardât les yeux dans les yeux ,afin que nous puissions tenter de juger sa sincérité à travers son ton

sa voix et son regard !

Bien entendu lorsqu'un Chef d'Etat s'exprime, dans un moment aussi solennel, ce ne peut être que pour réaffirmer des principes et prendre des décisions car gouverner c'est d'abord décider. Nous vivons sous un régime hyper présidentiel, les compétences du Président sont nombreuses et parmi elles, il y a celle que lui a rappelée le Conseil Constitutionnel qui est de fixer le calendrier électoral. On ne peut pas avoir été un impérieux Jupiter pendant douze ans et se muer subitement en un simple mortel paternel envers ses contempteurs et soumis à leurs humeurs. Le Président de la République aurait pu ainsi faire l'économie d'une conférence de presse improvisée et dont le format et le casting donnent l'impression d'une cérémonie préalablement scénari-

sée. Tout le monde sait que ce n'est pas en lisant le journal Le Soleil ou en écoutant et en regardant la RTS qu'on est le mieux informé sur ce qui se passe au Sénégal et les questions que posent les représentants de deux organes de presse embedded au pouvoir ne peuvent être qu'une pale émanation de celles qui agitent les Sénégalais.

Et qu'aurait pu dire le Président de la République, dès le 15 février, et qu'aucune autre autorité ne pourrait dire à sa place et que quelquefois il a esquissé sans en tirer les conséquences ?

Qu'il est, comme le chante depuis des années un célèbre « communicateur social », le Gardien de la Constitution et qu'à ce titre il s'est fait le devoir d'être le premier à la respecter. Qu'il a fait son mea culpa, mais que s'il a pu se tromper, il était de bonne foi, exclusivement préoccupé par le souci de restaurer l'équité et de conforter les institutions, même si cela doit se faire au détriment de sa réputation.

Que s'il a tenté de modifier le calendrier électoral, son engagement

de quitter le pouvoir à la fin de son mandat est ferme, définitif et irrévocable. Ce n'est d'ailleurs pas une concession de sa part, c'est une exigence républicaine.

Beaucoup parmi nous auraient applaudi, d'autres sans doute auraient encore continué à douter de sa bonne foi, mais sa démarche aurait sauvé ce qui pouvait encore être sauvé. Quand le premier citoyen d'un pays reconnaît une erreur et affirme, publiquement et avec force que ses intentions étaient pures, on ne peut pas rester indifférent. Quand il ajoute que pour sa part il respecte la constitution et qu'il invite ses adversaires à en faire autant, à toutes les occasions, c'est comme s'il leur lançait un défi. Quand il poursuit sa péroraison en disant que c'est précisément parce qu'il respecte la Constitution, dans sa lettre et dans son esprit et qu'il n'a nulle intention de remettre en cause la date de la fin de son mandat, il peut se permettre d'appeler ses adversaires à consentir, à leur tour, à des sacrifices, notamment d'ego, à accepter des compromis, qui pourraient être, notamment, la réduction de la durée de la campagne électorale,

l'engagement de la rendre moins folklorique et plus paisible en témoignage de solidarité envers les deux communautés religieuses du pays qui seraient alors confrontées aux rigueurs du carême, à respecter les institutions et à combattre la violence d'où qu'elle vienne... Quand enfin, pour conclure, il rappelle que pour arriver au but il faut faire le chemin, que ce chemin s'achève le 2 avril, qui pourrait trouver à redire si, comme il l'avait fait librement quelques mois auparavant, il proclame un calendrier électoral exclusivement fondé sur cette exigence ? Il aurait ce faisant fait l'économie d'un dialogue aux contours indéfinis et auquel beaucoup ne croient plus et ne pas promettre plus que ce qu'il peut tenir. Il aurait pu achever son mandat sans être peut-être auréolé de gloire, mais il aurait respecté ses engagements et sauvé ce qui lui reste d'honneur !

Mais, plus important que sa personne, il aurait restitué au peuple le pouvoir souverain de choisir ses dirigeants...

Fadel Dia



Chine Culture

Les habitants de Rucheng exécutent la danse du dragon de l'encens en priant une nouvelle année prospère



Les habitants de Rucheng, dans la province chinoise du Hunan, ont commencé à exécuter la danse du dragon de l'encens en priant une nouvelle année prospère. En tant que patrimoine culturel immatériel national, la danse du dragon de l'encens, vieille de plus de 1 000 ans, est l'une des célébrations du Nouvel

An chinois les plus importantes pour les habitants de Rucheng, organisée autour de la Fête des Lanternes, le quinzième jour du Nouvel An chinois.

Pendant la danse du dragon de l'encens, les artistes présentent un dragon fait de paille, de bambou et d'encens, mesurant 30 mètres de

long et pesant 1 500 kilogrammes. Les spectateurs sont encouragés à utiliser des torches pour allumer le dragon, et les artistes continueront à danser avec lui jusqu'à ce qu'il se transforme en cendres.

Source : cgtn.com

Tournoi Inter-lycée de Niamana : Thierno Hass Diallo soutient le sport scolaire



Le samedi 17 février dernier, s'est tenue avec succès la première édition du tournoi inter-lycée de Niamana, sous le haut patronage de l'ancien ministre Thierno Hass Diallo. Cet événement, placé sous le thème «Bon élève», avait pour objectif d'inciter les élèves à viser l'excellence.

Six lycées ont participé à ce tournoi, une compétition qui s'est déroulée dans deux disciplines sportives majeures : le football et l'athlétisme. Les élèves ont ainsi eu l'opportunité de se retrouver, de rivaliser et de renforcer leur cohésion.

La finale de football opposant le lycée Moussa Diané au lycée Coumba Lam a été un moment fort de cette journée. Après un match intense et indécis, le lycée Moussa Diané est sorti vainqueur avec un score de 2

buts à 0, remportant ainsi le trophée tant convoité.

Dans la discipline de l'athlétisme, la compétition a également été relevée. En catégorie féminine, c'est Fatoumata Haïdara du lycée Coumba Lam qui a remporté la course de 100 mètres, suivie par Balkissa Traoré et Mariam Traoré. Du côté des garçons, c'est Siramakan Diallo du lycée Moussa Diané qui s'est illustré en arrivant premier. Bourama Togola du lycée Public de Niamana et Zoumana Touré du lycée Moussa Diané ont également réalisé de belles performances en se classant respectivement 2e et 3e.

Les vainqueurs de chaque catégorie ont reçu des médailles et des cadeaux en récompense de leurs efforts et de leur engagement. Lors de la cérémonie de remise des prix, Thierno Hass

Diallo, ancien leader étudiant et parrain de l'événement, a exprimé sa fierté et son soutien envers la jeunesse scolaire. Il a souligné l'importance de l'engagement des jeunes dans la quête de l'excellence, saluant leur dynamisme et leur volonté de réussir.

Cette journée sportive et festive a été l'occasion pour les élèves de démontrer leur talent, leur fair-play et leur esprit de compétition. Elle a également permis de mettre en lumière l'importance de l'éducation, du sport et de la solidarité au sein de la jeunesse scolaire de Niamana. Le tournoi inter-lycée restera sans aucun doute un événement marquant pour tous les participants et les spectateurs présents.

Fatou Sissoko



Bélier (21 mars - 19 avril)

Transformez votre empathie naturelle, même si parfois larvée, en une œuvre d'art professionnelle. Abordez les projets qui se présentent avec une compréhension profonde des besoins humains. Votre collaboration avec des partenaires internes ou externes à votre service ou entreprise créera une mosaïque harmonieuse de compétences, conduisant à des réalisations professionnelles d'envergure. Soyez patient, car les projets ambitieux nécessitent souvent du temps.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Les astres mettent en lumière des opportunités et des défis sur le front du travail. Des occasions d'avancement professionnel pourraient se présenter aujourd'hui. Soyez attentif aux nouvelles possibilités, qu'il s'agisse d'une promotion, d'un projet passionnant ou d'une formation pour développer vos compétences. Fixez des objectifs clairs pour votre carrière et poursuivez-les avec ambition. Vous avez le potentiel de réaliser de grandes choses.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Période de questionnement. Vous vous sentez à l'étroit dans le poste que vous occupez actuellement. Vous avez envie d'un job qui fasse appel à votre créativité, ou qui ait plus de sens. Si cette envie est légitime, prenez le temps d'y penser. Discutez-en avec des personnes avisées, prenez des conseils. Laissez tranquillement mûrir la réflexion, le moment venu vous saurez vous lancer sans prendre de risques.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Votre journée de travail se passera sous le signe de la nouveauté. Or, les nouveautés peuvent vous aider à voir votre carrière sous un jour différent. Soyez ouvert à de nouvelles perspectives et à de nouvelles manières de penser. Élaborez un plan stratégique pour en tirer le meilleur parti, identifiez vos objectifs et les étapes nécessaires pour les atteindre et soyez ouvert aux changements et à la découverte.



Lion (22 juillet - 23 août)

Fiez-vous à votre sixième sens au travail, car il sera votre boussole dans la prise de décision. Votre capacité à ressentir les nuances subtiles des situations vous permettra d'anticiper les tendances et de naviguer avec assurance à travers les complexités professionnelles. Des opportunités de formation se présentent à vous. Ces occasions peuvent être des tremplins pour développer de nouvelles compétences et renforcer votre position professionnelle.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Aujourd'hui vous pouvez vous sentir confiant quant à vos performances professionnelles si vous avez une évaluation de compétences à venir. Attention, veillez à rester ancré dans la réalité pour maintenir votre productivité. Vous pourriez avoir du mal à maintenir votre concentration, cela pourrait représenter un réel défi au cours de la journée. Soyez vigilant pour garantir une bonne efficacité dans vos tâches.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Aujourd'hui, vous serez confronté à un défi professionnel important, vous devrez fournir des efforts et faire preuve de persévérance et de créativité pour le surmonter. Cependant, si vous le relevez avec succès, il pourrait vous apporter une grande satisfaction personnelle, une reconnaissance professionnelle et des opportunités intéressantes pour l'évolution de votre carrière. Ayez confiance en votre capacité à surmonter les obstacles.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Il semblerait que le salariat ne vous tente plus beaucoup. La hiérarchie et tout ce que cela implique vous exaspèrent et vous irritent au plus haut point. Vous voulez être votre propre patron, et travailler selon vos propres règles, sans rendre de comptes à personne. Vous aimeriez aussi avoir des horaires flexibles. Le hic, c'est que vous ne savez pas comment. Mais ne vous précipitez pas : posez-vous les bonnes questions avant un tel changement.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Il semblerait que vous ayez des difficultés à vous concentrer aujourd'hui. Vos collègues pourraient ne pas le remarquer immédiatement, mais vous pourriez avoir du mal à maintenir la rigueur nécessaire dans l'accomplissement de certaines tâches. Vous pourriez planifier des plages horaires spécifiques pour les tâches qui nécessitent le plus d'attention de votre part. Un peu d'organisation pourrait vous aider à retrouver votre productivité.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Au travail, vous avez l'énergie et la détermination nécessaires pour abattre une grande quantité de travail. Profitez de cette période productive pour avancer sur vos projets, résoudre des problèmes complexes, accomplir des tâches difficiles avec précision et efficacité, et proposer des idées innovantes. Faites confiance à votre intuition pour prendre des décisions importantes. C'est une bonne journée pour mettre en avant vos compétences.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Votre travail est irréprochable. Vous méritez les compliments de votre équipe. Une organisation méticuleuse vous permettra de continuer à atteindre vos objectifs. Classez vos projets et faites du tri dans vos affaires. Cette petite mise à jour est absolument nécessaire pour mettre au clair vos tâches quotidiennes. Vous vous sentirez nettement mieux après cette étape de classification de vos dossiers.



Poisson (19 février - 21 mars)

Au travail, votre sens de la diplomatie sera mis à rude épreuve. Nul problème à l'horizon avec votre direction, mais certains de vos collègues seront à prendre avec des pincettes. Apprenez à faire des concessions, à être patient et surtout à prendre sur vous pour ne froisser personne ; la bonne entente au sein de votre équipe dépend en partie de vous. Rassurez-vous en vous disant que la situation n'est que temporaire.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>1273 Malikilé</p> <p>Kamena lève le voile!</p>	<p>1274 Malikilé</p> <p>Les enfants de Badalabougou servis</p>	<p>1275 Malikilé</p> <p>Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA</p>	<p>1276 Malikilé</p> <p>La grosse arnaque!</p>
<p>1277 Malikilé</p> <p>242 filles et femmes installées</p>	<p>1278 Malikilé</p> <p>Fcfa ou monnaies nationales. De quoi ont peur les pays de la zone franc?</p>	<p>1279 Malikilé</p> <p>Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM</p>	<p>1280 Malikilé</p> <p>Les travaux débütent aujourd'hui!</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23